

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Décision	Nature	Folio n°
	24.04.2020	D718	5.8	
	<b>REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT</b>			

## DECISION

par délégation du  
Conseil Communautaire

OBJET	<b>URBANISME</b> <b>CONTENTIEUX</b> <b>DENIS ROCHE</b> <b>DESIGNATION D'AVOCAT</b> <b>HONORAIRES</b>
-------	--

A la date ci-dessus, le Président de Flers Agglo,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales en son article L 5211-10,

Vu la délibération n° 2017-5 du 12 janvier 2017, reçue en sous-préfecture le 13 janvier suivant, lui déléguant une partie des attributions de l'Assemblée communautaire prévues par l'article précité,

A PRIS LA DECISION figurant au verso.

Compte rendu donné à la prochaine séance ordinaire du Conseil Communautaire	
Date d'affichage et d'envoi à la Sous-Préfecture	04 MAI 2020

<b>Flers Agglo</b> Communauté d'agglomération	Date	Décision	Nature	Folio n°
	24.04.2020	D718	5.8	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

Monsieur Denis ROCHE a déposé le 03 avril 2020 auprès du tribunal administratif de Caen une requête. Celle-ci a été notifiée par le tribunal administratif à Flers Agglo le 15 avril 2020.

Monsieur Denis ROCHE expose avoir fait l'acquisition en 1989 d'une parcelle située sur la commune de Flers, cadastrée ZC 63. Il est ajouté que cette parcelle ZC 63 a été reclassé en zone Nh.

Monsieur Denis Roche demande au tribunal administratif qu'il soit procédé soit à l'annulation de ce déclassement, soit au versement d'une indemnité.

Le tribunal administratif informe dans sa notification que, même après l'introduction d'un recours devant le juge administratif, il est possible d'engager une médiation avec la partie adverse. Il peut être demandé à la juridiction de l'organiser. La procédure contentieuse est alors suspendue tout le temps de la médiation.

Le Président décide :

- 1 – DE DEFENDRE** les intérêts de la communauté d'agglomération Flers Agglo tant en procédure de médiation que devant toute juridiction de l'ordre judiciaire ou administratif, tant en défense que pour ester en justice, en procédure de référé, en première instance, en appel ou en cassation dans le litige l'opposant à Madame la Préfète de l'Orne et ci-dessus décrit.
- 2 – DE DESIGNER** Maître GORAND, de la Société d'avocats JURIADIS sise 36 Avenue de l'Hippodrome – 14000 CAEN, pour défendre et conseiller Flers Agglo dans le litige l'opposant à Monsieur et Madame Denis ROCHE.
- 3 – D'ACCEPTER** la convention d'honoraire jointe à la présente décision.
- 4 – DE REGLER** les honoraires et les droits correspondant à cette mission.

Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20200424-D718-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/05/2020

Publication : 04/05/2020